

*Les subsides*

semaine que c'est l'Alberta qui va avoir la plus mauvaise performance économique provinciale au Canada. La croissance va être en recul pour la deuxième année consécutive: l'an dernier c'était de 0,7 p. 100 et pour cette année on prévoit presque le double, soit 1,1 p. 100. Le secteur pétrolier et gazier a perdu 25 000 emplois directs et 25 000 emplois indirects dans les douze derniers mois.

● (1250)

Le ministre peut parcourir l'Alberta en pavoisant et en s'émerveillant que 50 000 emplois aient disparu, mais ce sont les petits ouvriers, les aides-foreurs, ceux qui construisent des pipes-lines et qui appliquent diverses techniques à l'exploitation pétrolière qui savent qu'ils ne touchent pas de chèque de paie. Ils savent qu'ils ont les vingt muets ici, à Ottawa, qui ne font rien pour régler le problème de façon quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle. Où en est ce fameux fonds des initiatives de l'Ouest?

Où en sont toutes les magnifiques propositions de ces sois-disant grands Albertains qui tiennent tête aux hordes socialistes? Le gouvernement conservateur dispose de la plus grande majorité de toute l'histoire du Canada et il est incapable de faire quoi que ce soit dans l'Ouest. Cela ne l'intéresse pas. Tout ce qui l'intéresse, c'est d'être réélu.

Jetons un autre coup d'oeil sur le secteur pétrolier. Pendant que les revenus de prospection et d'exploitation chutaient de 64 p. 100 de 1985 à 1986, les revenus des activités de raffinage des grandes sociétés pétrolières intégrées augmentaient de 110 p. 100. Les cinq plus grandes réalisaient toutes une hausse de l'ordre de 90 à 110 p. 100, Texaco la première. Par contre, les petites sociétés pétrolières et gazières canadiennes qui font le plus gros de la prospection étaient en difficulté, au point dans bien des cas de devoir fermer leurs portes.

Cela fait des décennies que des députés conservateurs reviennent à Ottawa en demandant chaque fois qu'on leur donne une chance, qu'une fois au pouvoir ils feraient ceci, cela et encore cela. Je m'entretiens constamment avec des Albertains. Je vais à des mariages et à toutes sortes de réceptions là-bas. La plupart des membres de ma famille vivent encore en Alberta. Je suis fier de dire que je suis Albertain de naissance. Comme vous le savez probablement, je suis né à Canmore, petite ville houillère près de Banff, et beaucoup de mes parents vivent encore là-bas. Je sais ce que disent les Albertains.

En 1986, on a dépensé 60 p. 100 plus d'argent qu'en 1985, soit 3,5 milliards au lieu de 2,2 milliards, pour les prises de contrôle et les acquisitions dans le secteur pétrolier et gazier. Nous savons ce qui arrive à la politique de l'investissement des conservateurs. Ils adorent vendre au plus bas enchérisseur. Si les Américains veulent acheter, qu'ils viennent et qu'ils achètent tout ce qu'ils veulent. Que les petits avalent les gros et que les gros avalent les petits. Cela ne crée aucun emploi et les Canadiens réfléchirent un jour à ce gouvernement conservateur qui a été élu avec une écrasante majorité le 4 septembre 1984 et qui sera écrasé en 1988, surtout en Alberta. Les habitants de l'Alberta ne se laissent pas tromper par l'emphase des ministres comme celui qui vient de parler. Ce temps-là est passé. On peut toujours brandir la menace socialiste, mais les habitants de l'Alberta visitent la Saskatchewan. Ils connaissent les réalisations de Tommy Douglas et d'Allan Blakeney et les

excellentes mesures prises en Colombie-Britannique à l'époque de Dave Barrett.

**M. Malone:** Oh, oh!

**M. Fulton:** Ils connaissent Ed Broadbent et ils ont confiance en lui. Ils savent qu'il a une certaine vision de l'Ouest et qu'il connaît le potentiel du pays. Ils sont au courant des avantages de l'assurance-maladie.

Combien de conservateurs de cette Chambre ou de l'Alberta déchirent leur carte d'assurance-maladie? Il y a eu la fameuse crainte des socialistes. Les conservateurs disaient que l'assurance-maladie était terrible, que les médecins partiraient tous et qu'il serait impossible d'obtenir des soins essentiels. Tout devait s'écrouler. La Colombie-Britannique met sur pied une société d'assurance publique et les conservateurs de l'Alberta clament que c'est la fin de tout et qu'il n'y aura plus de libre entreprise. Les gens qui achetaient de l'assurance-automobile n'étaient pas de cet avis, cependant. Le coût de leur assurance est tombé de 800 \$ à 400 \$ par année. Ils ont trouvé les néo-démocrates compétents et capables de réduire le prix des assurances et ils appréciaient cela. Les partisans de la libre entreprise peuvent toujours dire que l'entreprise doit être libre même s'il faut payer l'assurance-automobile et l'assurance-incendie deux fois plus cher. Les travailleurs canadiens ordinaires ne se laissent plus prendre à ce genre de baratin et de telles stupidités.

Voyons maintenant l'économie agricole. Mon collègue d'Humboldt—Lake Centre a parlé souvent des façons réalistes d'aider les agriculteurs. Nous connaissons la loi américaine sur l'agriculture et les batailles que les États-Unis livrent à la Communauté économique européenne. Nous savons qu'on peut acheter cinq boisseaux de blé pour le prix de quatre, chez eux. Nous savons que cela pose un grave problème à nos agriculteurs mais nous proposons des solutions réalistes.

Quand le temps des semailles est arrivé, nous avons demandé au ministre de l'Agriculture (M. Wise), au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) et au premier ministre s'ils étaient prêts à s'entendre avec nos agriculteurs pour verser d'autres fonds à la fin de l'année. Les conservateurs répondent-ils à cette demande? Non, ils parlent de l'argent qu'ils ont donné pour la dernière campagne agricole. Ils ne veulent jamais s'occuper des vrais problèmes des agriculteurs.

Voyons ce qui arrive aux terres agricoles de l'Alberta. Leur valeur a chuté de 50 p. 100 au cours des cinq dernières années. Qu'est-ce que cela signifie pour l'agriculteur qui essaie d'obtenir un emprunt pour acheter du matériel neuf ou des engrais, de décider quoi planter et où, et quoi laisser en jachère? Cela lui fait une belle jambe. Les agriculteurs de l'Alberta avaient 5 milliards de dollars de prêts en souffrance à la fin de l'année dernière, soit 23 p. 100 de la dette agricole en souffrance du Canada. En 1986, 800 familles d'agriculteurs ont dû abandonner leur exploitation. En 1983, il n'y en avait eu que 300. Le ministre prétend que les géniaux conservateurs ont fait baisser les taux d'intérêt et que tout le mérite leur en revient. Nous savons très bien que nos taux d'intérêt sont le reflet du marché international, notamment américain. Si le gouvernement veut s'attribuer le mérite de la baisse des taux d'intérêt, à ce moment-là, qu'il assume une partie de la responsabilité du marché international des céréales. On ne peut se contenter de